



Photo : Laurent NICKS

L'école & la solidarité

APPROCHE

La solidarité à l'école, c'est parvenir à articuler exigences et bienveillance

EXPÉRIENCE

Des enseignants solidaires

ZOOM ARRIÈRE

En direct des Philippines, merci !

PRATIQUES

Un « coup de pouce » pour la Malaisie
Une expérience qui change la vision d'un métier
Un soutien entre PO qui profite à tous

DISPOSITIF

À un clic de la classe !

Participer à une action ponctuelle d'entraide ne vous rend pas automatiquement solidaire, estime l'abbé **Philippe MAWET**, aumônier scolaire et membre de Pouvoir organisateur. Cela le devient lorsque votre participation rejoint un projet pédagogique où l'humain est au premier plan.

Si cette solidarité n'est pas un monopole des chrétiens, ce qui peut la définir, c'est la fraternité. Comme enfants de Dieu, nous sommes tous frères et sœurs. C'est très important, estime l'abbé MAWET, car si cette solidarité n'est pas ressourcée à une filiation, elle ne sera pas sans conditions.

Dans ce dossier, nous donnons aussi la parole à des acteurs de terrain qui s'engagent avec leur école dans des projets de solidarité ici en Belgique ou à l'étranger, ou qui vivent concrètement l'entraide entre PO. Certains choisissent également de s'investir à titre individuel, comme ces enseignants qui coopèrent avec d'autres enseignants en Afrique.

Nous verrons aussi que cette solidarité n'est pas uniquement financière. Elle peut prendre la forme, par exemple, d'un soutien à des élèves malades qui sont à la maison ou à l'hôpital. Bonne lecture ! ■

La solidarité à l'école, c'est parvenir à articuler exigences et bienveillance

Interview et texte : Marie-Noëlle LOVENFOSSE

Pour **Philippe MAWET**¹, la solidarité à l'école, c'est certes participer à des projets d'entraide, mais c'est aussi – et même surtout – un état d'esprit général, un projet pédagogique qui met l'humain au premier plan. Parce que oui, il existe bien une manière solidaire d'enseigner.

Peut-on dire que la solidarité fait partie de l'ADN de l'enseignement catholique ?

Philippe MAWET : J'aime bien cette expression. Cela fait effectivement partie de son identité propre. Mais il ne faudrait pas considérer la solidarité comme un monopole des chrétiens. Il est important d'être en solidarité aussi avec des hommes et des femmes de toutes convictions et de bonne volonté. Si je devais définir la spécificité de la solidarité au niveau chrétien, je dirais que c'est la conviction que l'humanité ne peut être humanité que solidaire, et que c'est même la clé de son avenir. C'est aussi découvrir, dans la foi, que le vrai nom de la solidarité, c'est la fraternité. Qu'est-ce qui fait que les hommes et les femmes sont appelés à être solidaires ? Pour un chrétien, c'est la reconnaissance de cette parole du Christ dans l'Évangile qui dit : « *Lorsque vous priez, dites : Père* ».

Si nous sommes tous enfants de Dieu, nous sommes donc frères et sœurs. C'est cette fraternité qui est le fondement de la solidarité. On est là dans la gratuité pure, celle d'une filiation commune.

C'est très important, parce que si la solidarité n'est pas ressourcée à une filiation, il faut la mériter, et ça, ce n'est pas possible ! Il est primordial de ne pas conditionner l'entraide au fait que l'autre soit comme ci ou comme ça, formaté de telle ou telle façon.

Comment peut s'exprimer cette solidarité à l'école ? Existe-t-il, par exemple, une manière solidaire d'enseigner ?

PhM : Concrétiser cette solidarité à l'école, c'est passer de la compétition à la compétence. L'émulation, pourquoi pas, mais la compétition, ça veut dire qu'il y a un gagnant et un perdant, un qui écrase et l'autre qui est écrasé. La véritable excellence, pour moi, c'est de rejoindre les compétences de chacun plutôt que d'être dans une dynamique de compétition.

La solidarité suppose également beaucoup de respect. Tous ces cas de harcèlement constatés dans les écoles, c'est le contraire de la solidarité. L'autre devient presque un objet, et il n'y a plus de respect. On ne peut pas vivre la solidarité dans cet esprit-là.

Il y a aussi toute la relation professeur/élève. Comment vivre réellement la solidarité à l'école, sinon en articulant le mieux possible exigences et bienveillance ? Les exigences sont nécessaires, bien entendu, sinon l'enseignement n'existe plus, mais pas sans une bienveillance qui place la personne au premier plan. Il ne faut pas seulement une tête bien faite, mais un cœur bien habité, bien de chair.

Enfin, la solidarité suppose aussi l'accueil des différences. On parle beaucoup de mixité. Il est important de la vivre d'abord comme un accueil de la différence. L'humanité est faite de différences, heureusement !

Ce n'est ni évident, ni facile...

PhM : Certes, c'est difficile ! Mais il n'y a pas de bonheur uniquement dans la facilité. La solidarité rejoint une autre question : pour quoi ou pour qui, aujourd'hui, quel que soit le lieu où l'on est, est-on prêt à donner sa vie ? Attention, il n'est pas question ici de justifier un quelconque acte terroriste ! Donner sa vie en voulant prendre celle des autres, ce n'est plus donner sa vie, c'est injustifiable.

Dans la démarche chrétienne, il y a une espèce de « radicalité joyeuse ». Le principe de l'Évangile, c'est d'être sans mesure, autrement dit, de ne pas conditionner la solidarité, de ne pas faire en sorte qu'elle soit vécue uniquement par intérêt, parce que j'en retirerais tel avantage. C'est une façon d'aller jusqu'au bout qui est de l'ordre du don. C'est un état d'esprit général. Ce n'est pas un tiroir que j'ouvre en me disant : « *Maintenant, je vais être solidaire* », puis que je ferme. Une maman n'est pas mère uniquement quand elle va au parc avec ses enfants, ou qu'elle prépare les biberons. Elle l'est tout le temps ! Toutes les actions de solidarité sont nécessaires, mais il est important qu'elles soient référées à un état d'esprit qui soit général.

Cet état d'esprit peut s'exprimer aussi, par exemple, lors de conseils de classe, dans la façon de percevoir le parcours d'un élève ?

PhM : Tout à fait ! Comment être solidaire de l'élève dans une proximité où on garde sa distance d'enseignant, bien sûr, mais qui tient compte avant tout de l'humain, toujours premier dans la solidarité ? Sans cette attention, c'est la loi de la jungle qui prévaut.

Participer à une action ponctuelle d'entraide, c'est indispensable, mais cela ne rend pas automatiquement solidaire. Cela doit rejoindre un projet pédagogique qui met l'humain au premier plan.

L'enseignement catholique a une longue tradition de solidarité. Est-ce important de s'y référer ?

PhM : La tradition, c'est autre chose qu'une bonne habitude. La tradition, c'est entrer dans une histoire. Ce n'est pas seulement : « *On l'a toujours fait, on va continuer* », ou au contraire : « *Les choses doivent changer, donc on va rompre avec la tradition* ».

Regardez l'histoire de l'enseignement catholique. Il a été initié par des religieux et religieuses au nom d'une démarche croyante. Comment garder cette intuition au sein d'une actualité où les réalités ne sont plus les mêmes ? Il faut aujourd'hui réinventer cette solidarité, notamment de proximité, avec des personnes qui ont une vie de famille, des aspirations diverses, de multiples occupations. Comment le faire pour ne pas être uniquement dans du fonctionnel ? C'est un défi très important, selon moi.

On n'en est plus, en tout cas, à l'image des « dames patronnesses » qui faisaient la charité...

PhM : C'est ça ! Mais justement, comment faire en sorte, puisqu'on n'en est plus là, d'exprimer vraiment ce qu'est la solidarité dans le contexte actuel ? À mon sens, c'est en retrouvant les fondements que j'évoquais plus haut. Quand on reconnaît une solidarité qui est faite de fraternité, enracinée elle-même sur une filiation, on peut aller loin. Si on se cantonne à une solidarité qui n'est qu'une pratique (certes nécessaire, mais dont on ne reconnaît pas les fondements), cela risque vite de s'épuiser par manque de conviction. L'une ne va pas sans l'autre, mais j'ai peur qu'aujourd'hui la pratique soit bien présente, alors que la réflexion sur les fondements n'existe plus tellement. D'où la nécessité, précisément dans l'enseignement catholique, de les rappeler et de les faire vivre.

Il est évidemment indispensable aussi que les personnes qui parlent de solidarité ou qui en témoignent y croient elles-mêmes. Il faut que ça sorte d'une conviction qui se fait, à la fois, témoignage et compétence. Sinon, on prêche la solidarité parce que ça fait partie du programme, mais si ce n'est pas vécu de l'intérieur, incarné, les jeunes le sentent tout de suite. C'est pour ça que l'appel aux témoignages est tellement important aujourd'hui. Et ils permettent de montrer qu'un chemin est possible, qu'on peut sortir des difficultés.

La solidarité, c'est souvent du compagnonnage, c'est être avec la personne sur le chemin, faire la route ensemble. Les enseignants et les élèves qui font le pas d'aller sur place, dans des pays en voie de développement, par exemple, vivre avec les personnes, partager leur quotidien et les aider, font vraiment un chemin avec elles. Le mot « chantier », souvent utilisé pour évoquer ce type d'action, exprime bien la chose. Quand on parle de participer à un chantier, on comprend tout le projet qu'il y a là-dedans. ■



1. Le Père Philippe MAWET est notamment responsable de l'unité pastorale de Stockel-au-Bois, aumônier scolaire et membre du Pouvoir organisateur de l'Olivier (fédération de PO).

Des enseignants solidaires

Brigitte GERARD

Envie de dépaysement, mais aussi et surtout de se rendre utile en aidant des enseignants en Afrique ? **Enseignants sans frontières (ESF)-Belgique¹** offre la possibilité de s'investir dans un projet de solidarité au long cours, tout en s'immergeant dans la vie locale.

« Notre asbl est née en 1995, suite à la proposition d'un directeur d'école béninois d'organiser des échanges entre enseignants du Nord et du Sud sur leurs expériences pédagogiques », raconte **Claire VERCRUYSE**, vice-présidente d'ESF-Belgique. Dès 1996, des projets de stages pédagogiques voient le jour en partenariat avec le Maroc, le Sénégal et le Burkina Faso, avec un même objectif : la coopération entre enseignants, d'un point de vue pédagogique, dans un esprit de partenariat, de pluralisme, de respect de l'identité culturelle de chacun. « Nos projets répondent à des demandes émanant des pays du Sud », poursuit Cl. VERCRUYSE. Ils durent en général trois ans, et le but final est que les partenaires locaux puissent pérenniser leurs acquis. »

Un projet important avec le Cameroun s'est clôturé cette année. Dans ce cas, un conseiller municipal voulait améliorer l'enseignement primaire de sa ville, Edéa. La demande est arrivée à ESF-Belgique, qui a ensuite construit le projet collectivement. « La demande était très vaste, explique la vice-présidente. Nous avons, dès lors,

décidé de nous focaliser sur l'apprentissage de la lecture du français, la langue scolaire mais non maternelle, pour les élèves de 5 à 8 ans. Une équipe s'est constituée en Belgique, avec des instituteurs, des conseillers pédagogiques, des directions d'écoles et des pensionnés. » ESF doit effectivement trouver des personnes compétentes, prêtes à partager leurs savoirs avec les enseignants sur place. Et les établissements scolaires, tous réseaux et tous niveaux confondus, peuvent également s'investir, en organisant par exemple des activités pour récolter un peu d'argent. L'asbl finance les voyages des enseignants, mais elle n'est pas subsidiée.

Un engagement

Au Cameroun, lors de la première mission, deux partants ont travaillé sur la phonologie, avec près de 130 enseignants et directeurs venant d'une trentaine d'écoles de brousse ou d'Edéa. Le projet s'est ensuite poursuivi avec trois autres mis-

sions sur le terrain. Et à la fin, ESF a remis aux stagiaires un diplôme de formateur, afin qu'ils puissent diffuser leurs acquis auprès d'autres enseignants et écoles du pays. « Si les objectifs sont toujours les mêmes, il faut, bien sûr, s'adapter aux partenaires locaux et à la réalité du terrain. L'équipe se rassemble régulièrement avant le départ pour préparer les stages et les missions, qui durent en général 2-3 semaines. Il s'agit de tout prévoir d'un point de vue pédagogique, pratique, financier, organisationnel... » Actuellement, ESF-Belgique est engagé dans quatre projets : maths et sciences en secondaire à Kinshasa ; français en secondaire dans un camp de réfugiés en Tanzanie ; apprendre à parler, articuler, lire et écrire le français aux enfants de 3 à 6 ans au Togo ; et un tout nouveau projet se met en route concernant le primaire au Congo-Brazzaville : « Pour celui-ci, nous avons d'ailleurs encore besoin de volontaires. D'une manière générale, nous sommes à la recherche d'enseignants de maternelle, primaire ou secondaire, de conseillers pédagogiques, d'éducateurs... »

Mais pas question de s'impliquer dans un projet ESF en dilettante : « Chez nous, on s'engage sur du long terme, il y a des objectifs, il faut s'investir ! » Et cela en vaut la peine. À leur retour, les participants sont riches d'une nouvelle expérience humaine, teintée d'une forte solidarité entre enseignants. Ce 26 novembre, les partants de cette année se réunissent d'ailleurs à Louvain-la-Neuve pour partager leurs souvenirs et célébrer la solidarité Nord-Sud. ■



1. L'asbl est aussi présente en Suisse (ESF-Suisse) et en Flandre (Leraars zonder Grenzen).

En savoir plus : www.esfbelgique.org

En direct des Philippines, merci !

Anne LEBLANC

Lors de la dernière réunion du Conseil de l'OIEC (Office international de l'enseignement catholique) à Cebu aux Philippines (du 29 septembre au 3 octobre), **Guy SELDERSLAGH**, directeur du Service d'étude du SeGEC, mais également Secrétaire général du CEEC (Comité européen de l'enseignement catholique), a eu l'occasion de rencontrer le **Frère Erguiza**. Celui-ci terminait à ce moment son mandat de président du CEAP (Catholic educational association of the Philippines), le Secrétariat général de l'enseignement catholique philippin.

Lors de cet échange, le Frère Erguiza a témoigné chaleureusement de la reconnaissance des écoles philippines qui avaient pu bénéficier des fonds récoltés par nos écoles dans le cadre de l'opération *Solidarité Écoles Philippines*. Outre la réponse aux besoins matériels rencontrés à la suite des différents typhons qui ont ravagé leur pays, les élèves et les équipes éducatives ont été touchés par l'intérêt, l'attention envers eux et, finalement, l'expression concrète de la solidarité que les écoles du réseau catholique belge ont manifestés à leur égard.

Merci donc à toutes les écoles qui se sont investies ces deux dernières années et à notre partenaire *Entraide & Fraternité*, qui nous a apporté son expertise pédagogique et administrative dans cette démarche. ■



À propos...

La solidarité, une manière d'éduquer à la citoyenneté

Mener des actions de solidarité, c'est éduquer à la citoyenneté et la philosophie. Les écoles qui se sont investies dans ces récoltes d'argent pour les élèves philippins l'ont fait dans le cadre d'une vision globale de l'éducation partagée dans notre réseau.

S'interroger sur la situation des Philippines après le typhon Yolanda, c'est demander aux élèves de se questionner sur les interdépendances globales, notamment liées aux évolutions climatiques, qui ne sont pas étrangères aux conséquences du développement industriel et économique de nos pays. Leur proposer de s'engager, c'est parce que, comme enseignant, on parie sur l'avenir et on porte la conviction qu'il leur faut imaginer un monde meilleur et réfléchir aux perspectives concrètes permettant d'améliorer la société. C'est aussi leur demander, pour apporter de l'aide à leurs collègues philippins, de décider ensemble d'un projet commun, de coopérer pour le mettre en œuvre et, dans ce cadre, d'assumer les responsabilités collectives et individuelles. Et, en s'informant sur les Philippines, on leur permet d'approcher la diversité des cultures et des convictions.

On pourrait encore décliner d'autres items du socle actuel des compétences en matière d'éducation à la philosophie et la citoyenneté qui rencontrent toutes les démarches de solidarité locales ou internationales menées spontanément par nos écoles. Comprendre le monde qui nous entoure et comment y être citoyen, c'est bien le cœur de la mission de l'école. **AL**

Un « coup de pouce » pour la Malaisie



Alain PIRLOTTE, instituteur à l'école fondamentale Saint-Michel de Jette, à la retraite depuis 2 ans :

« Tout a commencé avec l'installation d'une collègue à Kuala Lumpur, en Malaisie. Elle y a côtoyé la pauvreté et a été fort touchée par les enfants. Elle s'est alors investie dans un groupe de bénévoles intitulé « Coup de pouce », qui vient notamment en aide aux orphelins.

À l'école, direction et enseignants ont aussi souhaité soutenir cette association. Lors d'un de ses retours en Belgique, notre ancienne collègue a présenté son action dans chaque classe de maternelle et de primaire. Ensuite, nous avons proposé aux parents de participer à cette opération, et ils ont tout de suite été enthousiastes. La première activité organisée dans ce cadre était l'action « bol de riz ». Le traiteur de l'école nous a proposé gratuitement un bol de riz avec des légumes par enfant, et les parents étaient invités à donner au minimum 1 EUR en échange. Il y a environ 850 élèves à l'école, et cela a rapporté 2054 EUR !

Par cette action, on a voulu leur montrer qu'un bol de riz, ce n'est pas grand-chose quand on a faim... Depuis, on organise chaque année deux-trois activités différentes. En juin 2014, c'était une marche parrainée ; en novembre suivant, une pièce de théâtre présentée aux parents... Fin 2015, les enseignants ont demandé aux parents d'apporter des collations saines, que l'on a ensuite revendues à des prix symboliques.

La dernière activité s'est déroulée en juin dernier : une journée sportive, avec un barbecue, qui s'est clôturée par un immense lâcher de ballons. Une carte était accrochée à chaque ballon, avec le nom de l'enfant et d'un site internet sur lequel les gens pouvaient poster une photo et préciser l'endroit où le ballon était arrivé. Nous avons reçu une centaine de réponses, la plupart venant d'Allemagne, jusqu'à 350-400 km d'ici !

En deux ans et demi, grâce à ces activités, nous avons récolté pas moins de 8900 EUR pour « Coup de pouce » ! Notre ancienne collègue fait le lien avec Kuala Lumpur, et les parents peuvent vérifier via un site internet que l'argent part bien sur place. Chaque mois, l'orphelinat dresse la liste de ses besoins (nourriture, langes, savon, fournitures scolaires...) et reçoit un package équivalent à 250 EUR.

Pour moi, il est indispensable d'organiser une action de solidarité à l'école. Il faut s'ouvrir sur le monde ! Il n'y a d'ailleurs eu aucune réticence, tout le monde était partant, dès le départ ! On essaie aussi toujours que les enfants reçoivent un souvenir après les activités. Par exemple, après une marche parrainée, ils ont reçu un bracelet avec marqué « coup de pouce ». Participer à cette opération leur procure une grande satisfaction ! » **BG**

Une expérience qui change la vision d'un métier

Gaëtane COUTEAU, maître assistante et maître de formation pratique, responsable des relations internationales à la HELHa - catégorie paramédicale :

« L'an dernier, six étudiantes de 1^{re} année nous ont fait part de leur souhait de participer à un projet solidaire à l'étranger. Nous envoyons nos étudiantes de dernière année au Sénégal en stage de trois semaines en juin, en partenariat avec l'asbl Action Sénégal¹.

Nous avons donc tout naturellement fait appel à elle pour mettre un autre projet sur pied.

Au congé de carnaval, nous partirons avec ces étudiantes très motivées, aujourd'hui en 2^e année. Nous serons trois enseignants : moi-même, une collègue de 1^{re} année et un enseignant de communication, qui accompagnera des étudiants de Tournai venus réaliser un film en lien avec les enfants « faux talibés » que nous allons soigner.

Action Sénégal a, en effet, créé un centre d'accueil dans un quartier de Saint-Louis (une des plus grandes villes du Sénégal, au nord-ouest du pays), destiné à ces enfants. Âgés de 4 à 15 ans, issus de familles pauvres, ils sont confiés par leurs parents à un marabout censé se charger de leur éducation religieuse dans une école coranique. Ces talibés (élèves apprenant le Coran) doivent, en contrepartie, s'acquitter des travaux domestiques et sont généralement

Un soutien entre PO qui profite à tous

Gilbert LESOINNE, président du PO Écoles fondamentales catholiques (Visé, Cheratte-Bas et Richelle) :

« A Visé (diocèse de Liège), l'enseignement catholique relève de deux PO. Il y en a un pour les trois écoles fondamentales que sont l'Institut Saint-Hadelin, l'Institut du Sacré-Cœur et l'école libre de Cheratte-Bas et Richelle. L'autre a en charge trois écoles secondaires : le Collège Saint-Hadelin, l'Institut du Sacré-Cœur et l'Institut Saint-Joseph. Suite à une restructuration de l'enseignement fondamental de Visé, opérée en 1997, l'Institut fondamental Sacré-Cœur (maternelles et 1^{re} et 2^e primaires) s'est retrouvé sur le même site que le Sacré-Cœur secondaire. Cela posait pas mal de problèmes : cohabitation parfois difficile, dispersion des neuf années de maternelles et primaires sur quatre sites, saturation des locaux du secondaire, certaines classes se retrouvant dans des locaux peu conformes aux normes d'hygiène et de sécurité. On avait alors promis aux enseignants de faire le maximum pour arranger les choses.

Dans les années 2000, alors que j'étais directeur du Collège Saint-Hadelin et membre du PO du fondamental, j'ai lancé le projet de construction d'une nouvelle école pour accueillir l'Institut du Sacré-Cœur (maternelles et 1^{re} et 2^e primaires) sur le site de Saint-Hadelin. Le PO du fondamental n'avait malheureusement pas les moyens de financer cette construction. Avec l'appui déterminant de M. le doyen Joseph DESONAY, membre des deux PO, j'ai demandé au PO du secondaire, dont je connaissais les capacités d'investissement, s'il accepterait de s'engager à aider financièrement – dans les limites autorisées par la législation – le PO du fondamental dans ce projet couteux. La facture finale dépassait, en effet, 3 millions EUR.

Après bon nombre de discussions, réunions, projections et autres calculs, le PO du secondaire a donné son accord. Une commission « Construction » composée de représentants des deux PO a été mise sur pied, et le projet a pris corps petit à petit. Il est important de souligner que ce n'est pas seulement le PO du secondaire qui s'est engagé dans cette entreprise de solidarité, mais également les deux asbl de soutien du Collège Saint-Hadelin et de l'Institut du Sacré-Cœur. L'Institut Saint-Hadelin (3^e - 6^e primaires) contribue également chaque année au remboursement de l'emprunt, dans la mesure de ses moyens.

Les travaux ont débuté au printemps 2011, et le nouveau bâtiment a pu être occupé dès septembre 2012. Des locaux ont donc été libérés dans les bâtiments du Sacré-Cœur secondaire, ce qui a permis de meilleures conditions d'encadrement. Et il n'a pas tardé à voir augmenter sa population ! » MNL



contraints à mendier dans les rues afin de subvenir à leurs besoins, ainsi qu'aux besoins de leur maître et de sa famille. Ils ont malheureusement souvent affaire à de faux marabouts, plus motivés par l'enrichissement personnel que par leur éducation. La majorité de ces « faux talibés » vivent dans des conditions très précaires. Logés en surnombre dans des maisons délabrées où l'accès à l'eau, l'électricité, la santé et la nourriture est difficile, ils sont aussi victimes de sévices corporels. Dans de nombreux cas, on peut parler d'un réel esclavage.

Les étudiantes infirmières vont s'occuper de ces enfants au centre d'accueil. Elles vont les laver, soigner leurs plaies, leur donner à manger, mais aussi leur proposer des ateliers ludiques, du sport, des activités de bricolage, etc.

Le centre organise également un atelier d'alphabétisation. Ensuite, nous partons cinq jours dans le Sahel, où nous retrouverons certaines familles des enfants rencontrés au centre. Là, les futures infirmières vont soigner des enfants et des adultes. Elles vont vivre dans des conditions très sommaires, devoir apprendre à travailler avec des moyens très réduits et être confrontées à une réalité très dure. Ce projet part vraiment de leur désir de se rendre utiles et de se confronter à une expérience qui va certainement leur faire voir leur métier autrement. » MNL

1. www.facebook.com/ActionSenegalBelgique

À un clic de la classe !

Brigitte GERARD

La solidarité passe aussi par la classe. Un enfant malade ou handicapé, immobilisé à la maison ou à l'hôpital, peut avoir besoin de l'aide de ses camarades et de son professeur. C'est ce soutien que facilite l'asbl **Take Off**¹, en proposant à ces élèves de participer à la vie de la classe via un système informatique.

Témoignage

**Nathan, 16 ans
atteint de polyarthrite juvénile**

« Je suis en 4^e secondaire Techniques de gestion au Collège Saint-Guibert de Gembloux, et bénéficie des services de Take Off depuis 3 ans. C'est surtout en hiver que je dois rester à la maison et que j'utilise Skype pour suivre les cours et garder contact avec ma classe. Sur mon écran, je vois d'un côté la classe et de l'autre le tableau, sur lequel je peux zoomer. Je suis la plupart de mes cours de cette façon, ça m'aide beaucoup ! Un copain vient m'apporter des documents à la maison, et les profs m'en envoient aussi par e-mail. Sans ce système, je ne pourrais pas rester à jour, et je pense que j'aurais perdu le fil des cours. C'est beaucoup plus facile que si je devais recevoir les feuilles de cours au fur et à mesure. Je peux aussi passer les examens chez moi, sous surveillance, notamment de ma maman ! Grâce à Take Off, je peux aussi rester en contact avec mes copains, c'est sympa et plus confortable. »

« Les enfants malades souffrent surtout d'isolement, constate **Sabine VERHELST**, directrice de l'asbl **Take Off**. En 2006, d'anciens employés d'IBM ont, dès lors, mis en place un système leur permettant de rester en communication avec leur classe et de poursuivre leur scolarité. » Il s'agit, en outre, de les aider à retourner à l'école plus facilement et de favoriser la solidarité des autres élèves.

En 10 ans, plus de 400 enfants et 230 écoles de tous les niveaux ont bénéficié des services de l'asbl, les trois-quarts des cas concernant l'enseignement primaire. L'an dernier, 75 élèves ont ainsi été connectés avec leur classe. « Nous fournissons les moyens informatiques gratuitement, explique S. VERHELST. Le système fonctionne avec Skype. Au fond du local, on installe un ordinateur fixe avec une caméra et l'enfant peut voir la classe, zoomer sur le tableau avec son propre équipement, et ainsi suivre le cours. »

Réseau de solidarité

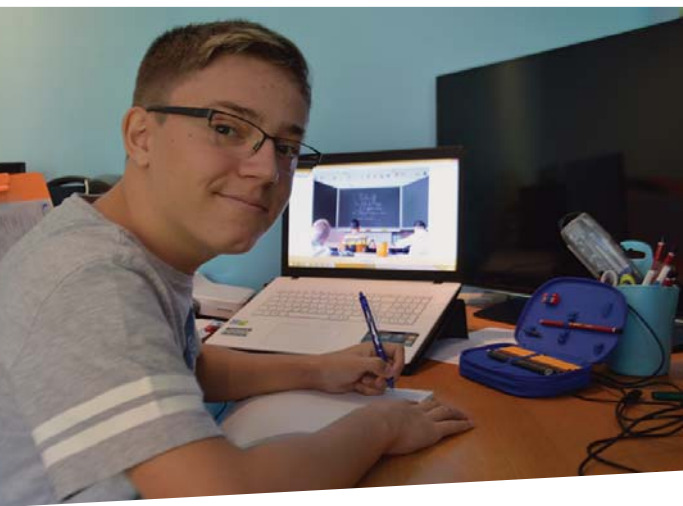
L'asbl, reconnue par la Fédération Wallonie-Bruxelles, ne perçoit aucun subside public. Ce sont des entreprises privées qui lui permettent de fonctionner en lui octroyant de petits budgets. **Take Off** emploie une dizaine de bénévoles et trois techniciens professionnels.

« Le système est de mieux en mieux accueilli dans les écoles, se réjouit la directrice. Les enseignants sont rassurés du fait que les images ne sont pas enregistrées et que les parents n'interviennent pas. Il est important pour les autres élèves de pouvoir rester en contact avec leur camarade, de partager son quotidien. L'impact est positif pour tous les enfants ! »

En secondaire, les enseignants s'organisent pour donner cours dans un même local, ou certains élèves vont de classe en classe avec un ordinateur portable. Un véritable réseau de solidarité

se met en place : « Malgré tout, nous faisons parfois face à des réticences de certains parents, qui ne comprennent pas les raisons de ce régime privilégié. Nous essayons alors de leur expliquer les choses. »

D'autres soucis peuvent apparaître : une classe



chahutée, des complications techniques, trop de bruit dans l'enseignement qualifiant... Heureusement, dans la grosse majorité des cas, tout se passe très bien. « Un constat : nous avons de plus en plus d'élèves en Hainaut, et de moins en moins en Brabant wallon et à Namur... Par ailleurs, 50% d'entre eux sont issus de milieux plus défavorisés. Souvent, ce sont les hôpitaux qui nous contactent, mais le mieux serait que les écoles adoptent ce réflexe ! » ■

En savoir plus : www.takeoff-asbl.be

1. Lire aussi *entrées libres* n°79, mai 2013, pp. 16-17